La CGT-E condamne l’état d’urgence décrété par le conseil des ministres

Vous trouverez ci-dessous un communiqué de la CGT Espagnole (différente de la CGT en France), organisation syndicale de tradition anarcho-syndicaliste avec qui SUD Culture et Solidaires travaillent de manière étroite, à propos de la suppression du droit de grève des contrôleurs aériens espagnols par le gouvernement de ce pays, avec la militarisation de l’espace aérien espagnol.

SUD Culture s’associe à la condamnation de cet acte grave, véritable attaque frontale contre les droits des travailleur/ses espagnol-es. Cet automne, lors de la lutte en France pour défendre les retraites, on a vu le gouvernement française piétiner le droit de grève dans les raffineries, afin de faire passer en force sa contre-réforme. En Espagne, le gouvernement (dirigé par le parti socialiste espagnol), agit de la même façon afin de continuer à privatiser les services publics. Dans un cas comme dans l’autre, les Etats adoptent des comportements autoritaires pour permettre au patronat de faire encore plus de profits.

Il est temps que ces politiques anti-sociales cessent. Construisons et unifions nos luttes à l’échelle européenne, par la solidarité internationale.

LA CGT-E CONDAMNE L’ETAT D’URGENCE DECRETE PAR LE CONSEIL DE MINISTRES

Le gouvernement est le seul responsable de la fermeture de l'espace aérien espagnol et le véritable problème c'est qu'il est en train de vendre notre pays aux patrons.

La CGT-E condamne absolument l'état d'urgence décrété par le gouvernement, ce qui suppose la suspension, à des niveaux pratiques, des droits constitutionnels, le pire étant que l'état d'urgence s'applique au motif d'un conflit de travail.

Ceci est un précédent gravissime, puisque d'ores et déjà on pourra assister à la suspension du droit de grève, dans n'importe quel secteur où nous, salariées/és avons la capacité et la force de défendre les droits collectifs. L'état d'urgence a été seulement imposé antérieurement dans un état démocratique par le président républicain Reagan, dans le but d'anéantir les droits légitimes des salariées/és américain(e)s.

La CGT-E dénonce l'attitude autoritaire avec laquelle le gouvernement est en train d'agir en approuvant par décret-loi l'état d'urgence, c'est à dire, la mobilisation des aiguilleurs et aiguilleuses en leur appliquant le code militaire, ainsi que le décret de militarisation de l'Espace Aérien espagnol, en étant incapable de résoudre les problèmes de manière démocratique, en étant incapable de renoncer à sa dérive néolibérale qui est en train de provoquer la plus forte attaque connue pendant la période démocratique récente, contre le droit du travail et les droits sociaux des travailleuses/eurs et des classes populaires.

Pour la CGT-E il est inadmissible que le gouvernement Zapatero doive avoir recours à l'armée en 2010 pour aborder les problèmes sociaux qu'il est lui-même en train de provoquer, seul responsable de la violation de la convention collective, en décrétant ce que sont les heures de travail et en réduisant à coup de décret le droit du travail, en démontrant sa totale inaptitude dans la façon de faire face aux problèmes.

Le gouvernement ne peut pas continuer à agir à coups de décrets-loi en passant outre le droit à la négociation collective, le droit du travail et les droits sociaux, en démontrant son mépris absolu pour les règles de jeu de la démocratie et en portant les travailleurs dans des situations limites, avec une façon d'agir autoritaire, militariste et sauvage.

Le problème de fond c'est que le gouvernement a décidé de vendre AENA [institution de gestion du trafic aérien en Espagne], pour encaisser de l'argent et pouvoir continuer à payer la dette publique que nous avons contracté en tant que pays, pour donner des milliers de millions d'euros aux banques.

La privatisation d'AENA signifie laisser à la dérive plus de 12.000 travailleurs. AENA est une entreprise publique, très rentable et productive, qu'ils veulent livrer sur un plateau aux patrons, grands amis du gouvernement.

Le gouvernement est en train de vendre le patrimoine public sans aucun scrupule, il est en train de le vendre au rabais à ces puissants amis patrons, qui souhaitent seulement obtenir des bénéfices.

Le gouvernement ne peut plus continuer à provoquer la classe travailleuse, comme il le fait à la Renfe [SNCF espagnole] ou dans le Métro en imposant des services minimums à 85%, et présupposer qu'il ne se produira aucune mobilisation sociale, il ne peut plus continuer à spolier le pays.

Le gouvernement est en train de traverser toutes les lignes rouges de n'importe quelle démocratie, en agissant avec une main de fer pour imposer ses critères, en oubliant et en niant tout type de droits aux salariées/és.

Nous, travailleurs et travailleuses, en avons marre de payer la crise du capitalisme, marre qu'on nous vole en tant que peuple, marre de souffrir de ce système social qui pense

seulement aux intérêts des marchés, marre que tous les services et entreprises publiques soient convertis en affaires privées.

La révolte sociale des travailleurs est la seule réponse face à la violence de l'état et des patrons. La grève et le non-accomplissement des règles de domestication, sont aussi légitimes quand les patrons et l'état violent ces règles.

La CGT-E défendra et soutiendra jusqu'à la fin la lutte des salariées/és d'AENA.

Également, **la CGT-E se solidarise avec les citoyennes et citoyens qui sont en train de souffrir directement de ce conflit** occasionné par le motif de la fermeture de l'espace aérien, et elle en attribue la responsabilité au gouvernement qui est en train d'offenser les travailleuses et travailleurs avec des décrets-loi qui règlent de façon dictatoriale leurs conditions de travail.

La CGT-E exige que le gouvernement renonce à ses politiques antisociales, qu'il ne poursuive pas dans la voie de la privatisation d'AENA, et qu'il écoute ses travailleurs et travailleuses.

Pour le partage du travail et de la richesse!

Pour une autre Grève Générale !

Secrétariat Permanent de la CGT Espagnole.

Plus de détails sur le site de la Confederacio : « CGT condemna l'estat d'alarma decretat pel govern »